

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/5
10 novembre 2001

(01-5581)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

BELGIQUE, AU NOM DE LA PRÉSIDENTE DE L'UNION EUROPÉENNE

Déclaration de S.E. Mme Annemie Neyts - Uyttebroeck
Ministre d'État aux affaires étrangères

Permettez-moi tout d'abord de remercier son Altesse l'Émir Hamad Al Khalifa Al Thani et le peuple du Qatar de leur hospitalité à l'occasion de la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC.

Que cette réunion se tienne à Doha me réjouit beaucoup. En effet, depuis le début de l'humanité, le Moyen-Orient joue un rôle clé dans les échanges entre civilisations. Le commerce a contribué – et contribue encore – à ce processus d'une manière essentielle en favorisant le respect et la reconnaissance mutuels.

À une époque où la compréhension entre les peuples est plus que jamais nécessaire et dans un climat de récession imminente, la présente Conférence se doit de donner au monde un signal clair: nous devons travailler ensemble et réagir face au ralentissement économique, non par des mesures protectionnistes, mais en stimulant davantage les courants d'échanges.

Je crois fermement que le lancement d'un vaste cycle équilibré de négociations commerciales permettra de parer à l'urgente nécessité de construire un monde plus équitable et plus prospère.

En effet, le commerce est davantage qu'un simple échange de biens et de services: il contribue à la paix et à la stabilité lorsqu'il tient compte des besoins particuliers des pays en développement et qu'il prend en considération les aspirations et les préoccupations légitimes de nos sociétés.

Le cadre multilatéral de l'OMC garantit que les intérêts de tous les participants au commerce international sont pris en compte, quelle que soit leur taille.

S'il est vrai que nous entendons prendre en considération les besoins de nos partenaires, en particulier ceux des pays en développement, nous espérons également qu'il sera tenu compte de nos préoccupations, dans un esprit de confiance mutuelle et de réciprocité des avantages.

Il nous importe grandement que les pays en développement, frappés par des épidémies, bénéficient de la souplesse qu'offre l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne l'accès aux médicaments essentiels pour traiter ces maladies.

Pour nos partenaires en développement, nous préconisons une nouvelle amélioration des conditions préférentielles d'accès aux marchés, qui s'accompagnerait d'une constatation des mesures de renforcement des capacités.

Sans reprendre les propos de M. le Commissaire Lamy, je voudrais souligner tout l'intérêt que porte l'Union européenne aux dimensions sociales et environnementales du commerce; sans empiéter

sur le travail qui est fait par d'autres organisations, nous ne saurions oublier les incidences plus vastes de l'échange de biens et de services. C'est ainsi que l'Union européenne appuie les travaux que l'OIT consacre aux aspects sociaux de la mondialisation et qu'elle juge nécessaire d'associer l'OMC au processus, afin de parvenir à une meilleure compréhension des questions en jeu.

Tous, nous voulons faire en sorte qu'un système commercial multilatéral ouvert et non discriminatoire aille réellement de pair avec la promotion d'un développement durable; nous pensons donc qu'il est nécessaire de clarifier les règles de l'OMC, tout en mettant en place des sauvegardes appropriées contre le protectionnisme.

Nous croyons également que l'élargissement de l'accès aux marchés devrait aller de pair avec la clarification, l'actualisation et l'extension des règles. Nous estimons qu'il est temps désormais d'engager un processus qui débouche sur des négociations visant à établir de bonnes règles en matière d'investissement et de concurrence.

Pour ce qui est de l'agriculture, vous n'ignorez pas que cette activité est très importante et sensible pour l'Union européenne, tout comme pour de nombreux autres pays. Je vous renvoie à la position que le Commissaire européen a exposée en termes clairs.

L'Union européenne se réjouit de l'accession de la Chine et du Taipei chinois à l'OMC, car il s'agit d'une étape importante en vue de renforcer le caractère universel de l'Organisation. Le monde entier ne pourra qu'en bénéficier.

Ensemble, nous devons tous évaluer nos priorités et faire preuve de la souplesse nécessaire pour faire en sorte que chacun puisse rentrer chez lui à l'issue de cette réunion en ayant obtenu des résultats témoignant des avantages mutuels de négociations fructueuses.

Plus que jamais, cette Conférence qui nous réunit à Doha doit contribuer à resserrer les liens de la communauté mondiale.

Tel est l'esprit dans lequel l'Union européenne est venue à Doha.
